

Présidente de l'APCE : « Contre le recul » en matière d'égalité entre les sexes

Participant à la 63^e session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, à New York, la Présidente de l'APCE, Liliane Maury Pasquier, s'est jointe au Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, pour appeler à « contre le recul » en matière d'égalité entre les sexes.

« Avec 9 000 participantes et participants de la société civile et 2 000 déléguées et délégués inscrits à la Conférence, cette session était l'occasion de promouvoir les objectifs de développement durable de l'ONU, en particulier l'objectif n° 5, qui est de parvenir à l'égalité entre les sexes et à l'autonomisation de toutes les femmes et filles, a déclaré Mme Maury Pasquier. Les participant·e·s à la conférence cherchent non seulement à promouvoir l'égalité, mais aussi à lutter contre l'inégalité, en mettant en évidence les symptômes, notamment ceux qui prennent la forme du sexisme, du harcèlement et de la violence à l'égard des femmes. »

« Le Conseil de l'Europe, l'Union interparlementaire et la Finlande ont organisé, dans le cadre de la présidence finlandaise, un atelier sur le sujet pour montrer l'impact du sexisme, du harcèlement et de la violence à l'égard des femmes parlementaires. Les statistiques sont extrêmement préoccupantes, a déclaré Mme Maury Pasquier. Une récente étude conjointe de l'Assemblée parlementaire et de l'Union interparlementaire a révélé que plus de 85% des femmes ayant participé à l'étude ont subi des violences psychologiques, 47% ont reçu des menaces de mort, de viol ou de coups pendant leur mandat parlementaire et 68% ont fait l'objet de remarques sexistes. Il n'est plus possible de faire comme si de rien n'était. On pourrait s'attendre à ce que les parlements soient un « lieu sûr pour les femmes », mais ce n'est pas le cas. Le sexisme, le harcèlement et la violence à l'égard des femmes sont répandus dans tous les secteurs de la vie et les parlements sont malheureusement un microcosme de la société. »

Un exemple particulièrement odieux que j'ai été appelée à condamner alors que j'étais à New York concernait le journal grec *Makelieo*, qui a publié des photos de femmes membres du gouvernement grec et de la femme du Premier ministre sous le titre « Les putes du traître ». La Conférence et les nombreuses manifestations parallèles ont été l'occasion d'envoyer un message fort et clair : le sexisme, le harcèlement et la violence à l'égard des femmes sont inacceptables. Il existe une forte volonté de réagir et de sensibiliser par des messages clairs, comme le mot d'ordre répété pendant toute la conférence, « contre le recul », ou l'appel à reconnaître les inégalités de salaire entre les femmes et les hommes comme « la plus grosse escroquerie jamais commise au monde ». Des mesures peuvent également être prises pour promouvoir la ratification et la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul) et pour soutenir mon propre appel #PasDansMonParlement afin que les parlements se mobilisent et agissent immédiatement pour éradiquer le sexisme et la violence. Cette initiative peut d'ailleurs se décliner dans pratiquement tous les milieux : #PasDansMonBureau, #PasDansMaVille, etc. »

« Lors de ma visite à New York, j'ai pu discuter de ces questions non seulement avec de nombreux participant·e·s, mais aussi avec le Secrétaire général des Nations Unies, M. António Guterres, et des représentant·e·s de nombreuses organisations internationales. Il est important de noter que j'ai également pu discuter d'une série d'autres questions relatives aux droits humains avec des ambassadeurs et des ambassadrices, ou avec leurs représentant·e·s, ce qui a permis de situer la réaction contre les droits des femmes dans le contexte d'une réaction contre les droits humains et le multilatéralisme. »

Au cours de sa participation à la CCF63, Liliane Maury Pasquier a rencontré le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, et a eu d'autres réunions bilatérales de haut niveau, notamment avec Gabriela Cuevas Barrón, Présidente de l'Union interparlementaire (UIP), Purna Sen, porte-parole sur la lutte contre le harcèlement sexuel (ONU Femmes), Jane Connors, Défenseure des droits des victimes d'agression de l'ONU, Andrew Gilmour, Chef du bureau du HCDH à New York, Ninette Kelley, Directrice du bureau de liaison du HCR à New York, Natalia Kanem, Directrice exécutive du FNUAP, Omar Abdi, Directeur exécutif adjoint de l'UNICEF, des représentant·e·s de Human Rights Watch et plusieurs ambassadeurs et ambassadrices représentant des pays membres du Conseil de l'Europe auprès de l'ONU.